

Dépenses en allocations de sécurité sociale (% du PNB)	0,2
Dépenses publiques pour l'éducation et la santé (% du PNB)	3,6
<i>Source : Mehboob ul Haq, Human development in South Asia, 2001. Human Development Centre, Islamabad, Pakistan</i>	

En dépit de la hausse du taux d'alphabétisation, le taux d'alphabétisation effective est très faible. Selon les estimations, le taux d'alphabétisation est de 53% pour les hommes et de seulement 30% pour les femmes. Une grande disparité existe dans les niveaux d'alphabétisation entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les provinces fortement développées et celles moins développées. Par exemple, le taux d'alphabétisation des femmes de la province rurale de Sindh n'est que de 13%.

Discrimination à l'encontre des minorités

Bien que le gouvernement prétende assurer des droits égaux aux minorités non musulmanes - essentiellement hindous, chrétiens et ahmadi² - dans la pratique, ces groupes sont soumis à une discrimination systématique et vivent dans la peur et la répression. En outre, dans de nombreux endroits, les musulmans libéraux ne sont pas autorisés à vivre comme ils l'entendent.

Après les attaques terroristes du 11 septembre, les chrétiens sont devenus la cible des agressions. L'activiste de la paix Aslam Martin a été récemment tué à Karachi. Les organisations extrémistes islamiques assimilent les chrétiens au mode occidental et les identifient comme des ennemis de l'Islam. Les minorités subissent également une discrimination formelle, par exemple l'interdiction pour leurs Membres d'être élus ou nommés à des postes de haut rang. Le gouvernement a pris des mesures restreintes pour protéger les minorités, par exemple en mettant un terme aux élections séparées et en leur réservant des sièges dans les assemblées et au Sénat. Toutefois la pleine égalité reste encore éloignée.

Travail des enfants et travail forcé

De nombreux ménages dépendent du travail des enfants pour leur survie. Si des statistiques fiables ne sont pas disponibles, on pense qu'environ deux tiers des enfants travaillent dans les services, la manufacture, la pêche, l'agriculture et la foresterie. En dépit des interdictions juridiques, le travail industriel des enfants est largement répandu, en particulier dans les usines textiles et la production à domicile. Selon des estimations prudentes, un million d'enfants travaillent dans le seul secteur de la tapisserie.

² Le parlement a refusé aux Ahmadi le droit de se dire musulmans.

Le travail forcé existe dans l'agriculture et dans d'autres secteurs de l'économie. On commence par prêter à ces personnes des sommes d'argent dépassant leur capacité de remboursement puis elles continuent de travailler pour de faibles salaires et dans des conditions difficiles et ils ne sont pas libres de quitter leur lieu de travail tant qu'ils n'ont pas totalement payé le prêt. Les familles soumises au travail forcé reçoivent des salaires plus bas que les autres et sont privées de droits sociaux et humains fondamentaux. Elles sont pratiquement réduites à l'esclavage et sont maintenues dans une pauvreté permanente. Des centaines de familles soumises au travail forcé étaient dans les prisons privées appartenant à des seigneurs féodaux et à de grands propriétaires terriens, essentiellement dans la province Sindh. Elles ont été libérées avec d'aide de la Commission des droits humains du Pakistan, de certaines ONG et de groupes sociaux et politiques. Certaines des familles libérées se sont installées à Hyderabad. L'OIT, avec l'aide du Programme de soutien rural national (NSRP) a récemment entrepris leur réhabilitation. La question du travail forcé est très préoccupante dans les districts de Mirpur Khas et Sanghar, dans le Sindh. On ne peut donner de chiffres exacts pour le nombre de familles soumises au travail forcé, mais des experts indépendants l'estiment à près de 20.000.

Les travailleurs forcés et les enfants amenés d'autres pays travaillent depuis longtemps dans les fabriques de briques, la pêche, la cordonnerie, le tissage et la tapisserie. La forte demande de main-d'œuvre bon marché et docile garantit la perpétuation du travail des enfants ruraux. Certains rapports indiquent que la police appuie l'esclavage des enfants et le travail forcé. Les conditions de vie de ces travailleurs sont désastreuses et des problèmes de santé graves, tels que les maladies respiratoires, les maladies de peau et les maladies des yeux sont courants. La pauvreté a mené à l'exploitation sexuelle croissante des enfants. Les enfants travailleurs sont souvent kidnappés et vendus comme prostitués ou emmenés de force dans d'autres pays. Certains propriétaires de maisons closes recherchent des enfants qui viennent de loin car ils sont sans défense et moins en mesure de s'échapper. En outre, de nombreux enfants pakistanais sont emmenés clandestinement dans les Etats du Golfe pour faire office de jockeys pour leurs courses de chameaux ; certains sont vendus par leurs parents. Récemment, de nombreux jeunes gens ont été endoctrinés par des fondamentalistes religieux et, souvent à l'insu de leurs parents, envoyés en Afghanistan pour se battre contre les Etats-Unis. On pense que des milliers sont morts durant les combats.

Violence à l'endroit des femmes

La violence à l'endroit des femmes est en hausse. En raison de l'absence de lois, de la corruption, des traditions rétrogrades et de l'acceptation sociale de la violence, les femmes sont fréquemment torturées, injuriées, battues et même tuées. Des cas horribles de crimes « d'honneur », de « naked walks » - des femmes promenées nues dans les rues – et de torture physique contre les femmes se produisent à travers le pays. Certains sont signalés dans les médias, mais de nombreux autres ne le sont pas. Ceci reflète le statut de la femme au Pakistan.

Dans la seule province du Sindh, 129 personnes, essentiellement des femmes, ont été victimes de crimes d'honneur en 2001. En juin 2002, un conseil tribal au Pendjab a ordonné le viol collectif d'une jeune femme de 18 ans pour la « punir » d'avoir jeté

la honte sur sa famille sous prétexte que son frère de 11 ans aurait eu une liaison avec une femme divorcée de la tribu.³

La tradition tribale (Karo Kari) veut qu'une famille dont l'honneur a été bafoué par des relations illicites tue l'homme et la femme impliqués. Toutefois, dans la réalité, les victimes de ces pratiques sont essentiellement des femmes. Selon cette coutume, les hommes qui se chargent de ces meurtres n'ont pas besoin ni de fournir de preuves de leurs allégations ni de recourir à un système judiciaire formel. Même le moindre soupçon de relations illicites impliquant une femme peut entraîner le meurtre de cette femme par les hommes de sa famille ou par son mari.

« L'honneur » au Pakistan est défini par les hommes. Les femmes qui défient ces normes sont souvent tuées par les hommes de leurs familles. La pratique semble se propager des zones rurales vers la ville, avec plus de mille victimes en 2001, bien qu'elle soit ouvertement dénoncée par les dirigeants politiques et religieux. Jusqu'ici, le gouvernement n'a pas voté de loi pour proscrire cette coutume.

Gouvernance et société civile

Le Pakistan se trouve sur la ligne de feu dans la guerre contre le terrorisme et est dirigé par les militaires. Le peuple pakistanais continue d'être privé des avantages de la gouvernance démocratique. Les organisations de droits humains, les groupes féminins, les médias, les ONG, les organisations universitaires et professionnelles constituent les organisations de la société civile du pays. Elles sont très actives dans la promotion du développement social, la protection des droits humains et la revendication d'une bonne gouvernance. Mais le régime militaire qui perdure ne les a pas autorisées à opérer de manière aussi efficace qu'elles auraient pu. Plusieurs contraintes sont imposées à leur travail, à savoir un pouvoir judiciaire contrôlé, la liberté politique limitée, la culture féodale et tribale et l'extrémisme religieux.

Recommandations

La démocratie devrait être rétablie et la souveraineté du peuple sur l'Etat garantie.

Les droits humains, les droits politiques et la liberté religieuse et culturelle devraient être garantis.

Les droits des minorités devraient être protégés.

Il faudrait faire baisser le chômage et la pauvreté.

Davantage de fonds devraient être affectés à des secteurs sociaux tels que la santé, l'éducation, l'assainissement, l'eau potable et le transport.

Les crimes d'honneur infâmes, la maltraitance des enfants, le travail des enfants et le travail forcé devraient être éliminés.

Il faudrait contrôler l'extrémisme religieux, en particulier le terrorisme religieux.

³ Dawn, 22 juin 2002.

Toutes les communautés quelles que soient leurs traditions, devraient être soumises au droit national et aux réformes socio-économiques.

Références

Mehboob ul Haq, Human development in South Asia, 2001. Human Development Centre, Islamabad, Pakistan.

Karo Kari (crimes d'honneur), rapport d'étude préparé par SZABIST, Karachi, Pakistan.

Quotidien Dawn, divers numéros.

Human Rights Commission of Pakistan, Annual Report 2001-2002.

Social Development in Pakistan (towards poverty reduction), Social Policy Development Centre, Karachi, Pakistan, 2001.

Pakistan : Growth, employment and Poverty Alleviation, rapport préparé par l'OIT, Genève, 2001.

The Herald, une revue bi-mensuelle en langue anglaise du Pakistan, août 2002.

Social Watch Pakistan
<qureshiaijaz@yahoo.com>